



Coordination des **G**roupes **A**narchistes
Relations Extérieures

c/o Librairie Infos
2 bis rue T. Guiter BP 40233 66002 PERPIGNAN Cedex
relationsexterieur@c-g-a.org - <http://www.c-g-a.org>

ANI, Retraites et... INsécurité sociale !

L'année 2013 nous a apporté son lot de forfaitures et de basses lâchetés. Le gouvernement social-démocrate a su se montrer l'égal de ses devanciers libéraux :

Après l'ANI (Accord National Interprofessionnel) du 11 janvier 2013, puis le 14 mai 2013, l'adoption de la loi transposant l'accord sur la sécurisation de l'emploi, c'est le 18 décembre que la réforme des retraites vient d'être définitivement adoptée, une réforme "clé" du quinquennat de F. Hollande, loi jugée timide par les institutions internationales, dont la Commission européenne.

Une dernière loi qui transpose dans le droit interne toutes les exigences portées depuis des décennies par le MEDEF.

Un texte adopté au parlement sans réelle opposition et dans une indifférence relative.

La réforme prévoit un allongement de la durée de cotisations dans les secteurs privé et public à 43 ans à l'horizon 2035 ainsi qu'une hausse générale de 0,3 point en quatre ans des cotisations salariales et patronales.

La commission européenne a jugé que cette loi réduirait « *le déficit du système des retraites mais ne suffira pas à l'éliminer d'ici 2020* ».

A la flexibilité de l'emploi, à la mobilité professionnelle et géographique devenue en quelque sorte la règle, aux licenciements facilités pour les entreprises, s'ajoutent aujourd'hui les conséquences désastreuses pour la qualité de vie des salarié-e-s, travailler toujours plus et cotiser encore plus...

Quant à la garantie de toucher une pension décente, il faudra repasser.

Il n'y a pourtant pas là matière à nous étonner !

Depuis toujours les gouvernements, quelles que soient leurs couleurs politiques, ont opéré leur choix en tenant compte des seuls intérêts des capitalistes. Notons par exemple que si les cotisations patronales devront elles aussi subir une augmentation, les gouvernants ont déjà fait savoir que les entrepreneurs récupéreront dès 2014 tout ou partie de ces dépenses nouvelles par le biais d'une baisse significative d'autres cotisations patronales, notamment celles finançant la protection sociale.

Quand on rapproche de telles dérives de cette autre réalité, celle du déficit de la « Sécu » qui se chiffre en dizaines de milliards d'euros, il est légitime de déclarer que libéralisme, social démocratie et toute autre offre politique se gavent sur le dos des productrices et des producteurs.

Détournements vers la bulle financière¹, entrepreneurs mauvais payeurs - Etat compris - voilà les raisons réelles de l'effondrement du système de protection sociale.

La caste politique, les financiers et les spéculateurs volent l'argent de ceux qui triment et au demeurant le dilapident pour leurs plus grands bénéficiaires...

Les réponses espérées en provenance des organisations syndicales ne sont pas venues, loin s'en faut.

¹ En France, Plusieurs dizaines de milliards détournés depuis les années 80 vers les plus riches et la bulle financière

Que ce soit a propos de la précarisation de l'emploi, de la réforme des retraites, de la précarisation du régime de « Sécurité » sociale..., les directions syndicales n'ont pas mobilisé au niveau attendu.

Les seules manifestations à Nantes, à Paris et dans quelques autres villes et l'appel unitaire (CGT, FO, FSU et Solidaires) pour le 18 décembre « **Réforme des retraites - Nous ne lâcherons rien!** », outre l'effet d'une promesse qui à coup sûr ne sera pas tenue, n'ont fait que renforcer auprès des salarié-e-s, des retraité-e-s et de celles et ceux qui sont privé-e-s d'emploi, l'impression d'une débandade face à l'arrogance patronale et à la complicité historique des gouvernements successifs.

Quand un leader syndical d'une grande centrale ne trouve rien d'autre à faire que d'inviter les députés à « *faire preuve de courage* », il apparait évident qu'il n'est pas prêt à mobiliser au-delà des sempiternelles journées de grève de 24H (quand ce n'est pas moins !), inutiles et inefficaces. Il n'est pas prêt à mettre dans l'embarras la caste de politicien-ne-s et les député-e-s qui se contrefoutent de la crise sociale, de la paupérisation de la plus grande partie de celles et ceux qui triment et de la misère qui submerge l'hexagone.

Il est utile de rappeler que l'extrême-droite, le Front National en tête et toutes les officines fascistes, font leur miel de ces attermolements successifs et se posent en recours pour soi disant endiguer un effondrement social et national...

Evidemment, ces tartufferies ne devraient tromper personne, tant les propositions de ces apprentis sorciers de l'Etat fort, des idées rétrogrades et des recours aux solutions autoritaires et violentes sont évidentes et inappropriées.

Pourtant, il convient de dire que cette propagande fascisante se nourrit des abandons avérés et successifs des organisations prolétariennes.

Devant pareil constat, régressions sociales imposées par le patronat et l'État, recours aux mobilisations et aux luttes le plus souvent dérisoires, et enfin, montée des idées d'extrême droite, il est urgent de redonner à la riposte sociale la centralité qu'elle n'aurait jamais dû perdre.

Inutile de se laisser berner plus longtemps par les discours politiques et médiatiques.

Le plus grand nombre d'entre-nous pense qu'il est absolument insupportable de subir licenciements, contrats précaires et conditions de travail et de vie dégradées, sans broncher, sans répondre.

Les divisions syndicales, nous l'avons vu, et les stratégies de journées de grève de 24H n'entraînant pas la mobilisation mais plutôt la résignation et l'échec, il apparaît que la construction d'un mouvement social fort et indépendant des diverses institutions nous semble nécessaire.

Cela pourra paraître difficile à réaliser mais c'est la seule façon de lutter pour entrevoir autre chose que des échecs.

Dans un premier temps, faire reculer gouvernement et patronat et, par la suite créer les conditions d'un changement en profondeur, voilà la feuille de route que nous pensons, à la CGA, être la bonne.

Lutter dès aujourd'hui contre la misère et l'effondrement social avec en perspective la création d'un système égalitaire de répartition des richesses est l'unique voie de rupture avec le capitalisme et l'étatisme.

Finissons-en une fois pour toutes avec la domination économique et politique de quelques un-e-s et l'exploitation du plus grand nombre.

Perpignan le 21 décembre 2013
L'équipe des Relations Extérieures de la CGA